

L'université de Nantes partagée entre zone libre et zone occupée par les migrants



Pour l'extrême-gauche, l'installation d'un squat de migrants clandestins dans l'université de Nantes fin novembre – le sous-sol du bâtiment de la Censive (Lettres) et le château qui abritait jadis le siège administratif – se justifiait par la nécessité pour les migrants – pardon, des « exilés » – d'accéder aux enseignements, puisque pour l'extrême-gauche, ils seraient mineurs. Mais voilà, le conseil général ne reconnaît pas leur minorité. Alors que l'Université [vient de reculer une fois de plus leur expulsion](#) et tout porte à croire que les squatteurs clandestins resteront sur place jusqu'au printemps, une AG vient de donner le détail des « enseignements » qu'ils suivront.

Une AG a eu lieu en Censive le 29 janvier dernier ; elle a conclu à la nécessité d'un programme « scolaire », d'ores et déjà constitué de soutien psychologique (2 février), de récupération de la nourriture en allant, comme le fait l'extrême-gauche locale une fois par mois, fouiller les poubelles du marché de la Petite Hollande (3 février 13 h), de redécoration des murs du château au nom de la création

artistique (3 février), de cuisine de pâtes fraîches (5 février) etc. On est loin du programme scolaire classique !

La zone de non-droit s'étend : un nouveau squat de clandestins à Orvault

Pis encore, dans les activités envisagées par l'AG on trouve aussi, au milieu de cours d'arabe et de djembé ou « *d'accompagnement dans les associations* » pro-immigrationnistes locales, une autre activité bien curieuse : « *repérage/ouverture squats* ». Il faut croire que les exercices pratiques ont déjà commencé puisqu'un squat de migrants soi-disant « *mineurs* » a été ouvert par le collectif de soutien aux MIE [mineurs isolés étrangers], proche de l'ultra-gauche locale, [il y a quelques jours rue d'Arbois](#), dans un quartier résidentiel près du Cardo (Orvault), au nord de Nantes. La maison était vide depuis plusieurs années suite à un conflit d'héritage.

Ce squat vient s'ajouter à ceux qui existent à Rezé, aux Dervallières, à Chantenay ou encore près de la Moutonnerie (Doulon). « *Vu le quartier, ça doit faire un choc aux habitants* », commente un habitant historique des environs. « *La rue d'Arbois est encore sous statut de lotissement privé, avec des habitants très pointilleux qui ne supportent pas que d'autres passent dans leur rue, pourtant entretenue par la collectivité* ». Les voilà servis ! « *Surtout, c'est un quartier très résidentiel, qui a voté Macron à fond, le genre, »oui à l'immigration et à l'enrichissement, mais pas dans notre jardin !* ». C'est une forme de justice immanente », ricane notre source. Et une forme d'enfer aussi pour les riverains qui n'ont rien demandé.

En tout cas, les habitants du squat, s'ils sont effectivement étrangers, « *ne sont pas du tout mineurs* », selon des riverains que nous avons interrogés. « *Oui, j'en ai vu passer, ils sont du genre somalien* », nous explique l'un d'eux. Un autre confirme « *ils ne sont pas du tout mineurs, plutôt dans*

les 20-25 ans, pas étonnant que le Conseil Général n'ait pas voulu reconnaître leur minorité, et pourtant là-dedans ça ne manque pas de pro-migrants, mais trop c'est trop ! Ils ont plutôt le genre aussi à ne pas se tenir tranquilles, surtout vis à vis des femmes » et nous explique qu'il va « *prendre les mesures qui s'imposent pour protéger [sa] famille. D'abord, s'armer* ».

L'université partagée entre zone libre et zone occupée

En attendant une éventuelle expulsion des squatteurs, peut-être début avril quand la trêve hivernale sera échue, l'Université continue ses activités et les étudiants – enfin surtout les étudiantes – évitent de traîner aux abords du château et du bâtiment Censive tard le soir et le week-end. Sous la chape de plomb du politiquement correct – derrière les squatteurs clandestins il y a l'extrême-gauche, soutenue elle-même par tout ce que Nantes compte d'associations immigrationnistes (laïques, diocésaines, internationalistes... il y en a pour tous les goûts) et de syndicats bien marqués à gauche – certains professeurs peinent à masquer leur agacement.

Un mail envoyé aux étudiants en lettre le 24 janvier au sujet des cours déplacés depuis Censive vers d'autres bâtiments à cause de la moitié du sous-sol occupé par les migrants traduit, par une expression maladroite qui fait office de lapsus révélateur, la lassitude croissante des équipes enseignantes muselées : « *le rez de jardin du bâtiment Censive est toujours occupé. Les cours qui avaient été affectés dans les salle C901 à C910 ont donc été déplacés au début du mois de janvier. La salle C913 n'est pas dans la zone occupée* ». Entre zone occupée et zone libre, qui allumera la flamme de la résistance à l'université de Nantes ?

Les squatteurs et ceux qui les soutiennent – à savoir l'ultra-gauche libertaire locale – ont aussi attiré une certaine faune bien curieuse. Un exemplaire parmi tant d'autres, croisé il y

a quelques jours, dixit un étudiant qui a trouvé là un bon exemplaire à méditer en sociologie : « un jeune homme, pantalon kaki très très ample avec un beau lot de chaînes au niveau de la poche, tombant assez long, en haut, un sweat noir plutôt banal... mais surtout, c'est la coiffure : les côtés de la tête rasés, et cependant restaient sur le haut du crane une mèche de cheveux assez importante et suffisamment longue pour tomber en queue de cheval, juste en dessous, sur l'arrière du crane, c'était à nouveau rasé et encore un peu plus bas, il y avait une deuxième mèche de cheveux rattachée à celle du dessus en queue de cheval... mais le pire, ce n'est pas ça... c'est la couleur : orange fluo assez foncé ! Ah c'était ravissant ! ». Remarquons qu'il existe déjà une [très complète étude sociologique sur les zonards et autres « punks à chien »](#), parue sous la plume de Tristana Pimor (Zonards, une famille de rue) en 2014, mais elle pourra être complétée un jour par une étude plus poussée à Nantes. Il y a de la matière...

Emmanuel Goldstein